



OIAC

Conférence des États parties

Onzième session
5 - 8 décembre 2006

C-11/DEC.7
7 décembre 2006
FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

DÉCISION

MISE EN ŒUVRE FUTURE DE LA POLITIQUE DE LA DURÉE DE SERVICE

La Conférence des États parties,

Ayant examiné une recommandation du Conseil exécutif sur la mise en œuvre future de la politique de la durée de service de l'OIAC (EC-47/DEC.14 du 8 novembre 2006),

Amende l'alinéa *c* du paragraphe 1 de la décision C-SS-2/DEC.1 du 30 avril 2003, qui se lira comme suit :

"qu'à titre de mesure ponctuelle, qui n'établit pas de précédent pour l'avenir, cette autorité exceptionnelle du Directeur général d'accorder des prorogations ou renouvellements de contrats au-delà de la durée totale de service de sept années prévue à l'alinéa *b* de l'article 4.4 du Statut du personnel, expirera le 29 avril 2012. À cette date, aucun fonctionnaire soumis à la limite de durée de service et dont la durée totale de service sera supérieure à sept années, hormis ceux qui tombent sous le coup des dispositions des alinéas *b* i) et ii) de l'article 4.4 du Statut du personnel, ne pourra plus rester en poste".

- - - 0 - - -

